

**FEMINIST** →

**ACTION NEXUS**

for Economic and Climate Justice

**LA DÉCROISSANCE POUR UNE JUSTICE MONDIALE #2**

# **Les orientations de la décroissance : Le Nord global, les secteurs nuisibles et la concentration de la richesse**

**SÉRIE D'INTRODUCTION PAR EMILIA REYES**

# LA DÉCROISSANCE POUR LE NORD GLOBAL

Les pays du Nord, qui ne représentent que 16 % de la population mondiale, sont responsables de 92 % des émissions excédentaires de CO<sub>2</sub><sup>1</sup> et de 74 % du dépassement de la surexploitation des ressources matérielles à l'échelle de la planète, dont près de la moitié est extraite dans le Sud pour être consommée et utilisée par le Nord.<sup>2</sup> Il ne fait aucun doute que les pays du Nord global portent une responsabilité criminelle dans la destruction massive de l'équilibre écologique mondial. Les pays du Nord ont également déployé des efforts cyniques et flagrants pour se soustraire à leur responsabilité dans les arènes mondiales,<sup>3</sup> illustrant ainsi non seulement une colonisation territoriale, mais aussi une colonisation et une appropriation de l'atmosphère.<sup>4</sup>

Les mesures prétendument mises en œuvre par les pays du Nord global pour atténuer leurs impacts climatiques par le biais de nouveaux accords verts sont en réalité de nouvelles versions déguisées des mesures coloniales. Plutôt que de proposer une transformation structurelle,<sup>5</sup> ces politiques reposent sur l'idée que le Sud global fournira les minéraux rares et les ressources matérielles nécessaires pour la « transition » des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) vers les énergies renouvelables. Or, en raison du paradigme de la croissance économique exponentielle, les pays du Nord pratiquent un colonialisme vert : au lieu de réduire leur base énergétique en remplaçant les combustibles fossiles, ils l'élargissent en ajoutant la production d'énergie à partir de sources renouvelables.<sup>6</sup>

Les implications sont évidentes. D'une part, ces pays riches continuent de consommer le budget carbone global et d'accélérer le dépassement des limites du changement climatique, en promouvant agressivement des politiques visant à développer des énergies renouvelables qui ne font que protéger la concentration des profits dans la logique de la croissance économique exponentielle. D'autre part, l'extraction obscène de minerais et de ressources dans le Sud, qui sera nécessaire pour répondre à la demande des pays riches, anéantira l'intégrité des écosystèmes de la région par le biais de mégaprojets agressifs sur terre et en mer, épuisant ainsi l'équilibre fragile qui subsiste dans l'intégrité de la diversité biologique.

Selon le cadre des limites planétaires, le changement climatique et l'intégrité de la diversité biologique sont les deux limites transversales qui peuvent avoir un impact sur les autres. Si elles sont dépassées, des effets irréversibles se produiront sur les sept autres limites planétaires. Par leurs activités excessives, les

- 1 Hickel, Jason, « [Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary](#) » (« Quantifier la responsabilité nationale dans la dégradation du climat : une approche d'attribution axée sur l'égalité pour les émissions de dioxyde de carbone dépassant la limite planétaire »), dans *The Lancet Planetary Health*, volume 4, numéro 9, septembre 2020, pages e399-e404.
- 2 Hickel, O'Neil et al. « [National responsibility for ecological breakdown: a fair-shares assessment of resource use, 1970–2017](#) » (« Responsabilité nationale pour la dégradation de l'environnement : une évaluation de l'utilisation des ressources selon le principe du partage équitable, 1970-2017 »), dans *The Lancet Planetary Health*, volume 6, numéro 4, avril 2022, pages e342-e349.
- 3 Reyes, Emilia, « [The erosion of multilateralism and the betrayal by the Global North](#) » (« L'érosion du multilatéralisme et la trahison du Nord global »), *Christian Aid*, mars 2023. Dernière consultation le 22 août 2023.
- 4 Fanning et Hickel, « [Compensation for atmospheric appropriation](#) » (« Compensation pour l'appropriation de l'atmosphère »), dans *Nature Sustainability*, 5 juin 2023.
- 5 Voir : Mastini, Kallis et Hickel « [A Green New Deal without growth?](#) » (« Un nouveau pacte vert sans croissance ? »), *Ecological Economics*, volume 179, janvier 2021, 106832.
- 6 Voir : [Dismantling Green Colonialism. Energy and Climate Justice in the Arab Region](#) (« Démanteler le colonialisme vert. Justice énergétique et climatique dans le monde arabe »), édité par Hamouchene et Sandwell, TNI, 2023, et [The Geopolitics of Green Colonialism. Global Justice and Ecosocial Transitions](#) (« La géopolitique du colonialisme vert. Justice globale et transitions écosociales »), édité par Lang, Manahan et Bringel, TNI, 2024.

pays riches sont sur le point de consommer près de 70 % du budget carbone restant avant que le point de basculement environnemental de l'urgence climatique ne soit dépassé.<sup>7</sup>

En parallèle, des inégalités massives ont été clairement identifiées par les décroissants dans le cadre de ces processus. La création de « zones de sacrifice vert »<sup>8</sup> (similaires aux « zones de sacrifice raciales » décrites par un expert des droits humains de l'ONU<sup>9</sup>) dans les territoires du Nord et du Sud, découlant de la destruction massive des territoires et de la diversité biologique, ainsi que l'aggravation des inégalités sociales, sont des effets directs de l'irrationalité du mode de production et de consommation actuel du Nord global. C'est pourquoi les programmes et les revendications de nombreux peuples autochtones s'inscrivent pleinement dans la tradition de la décroissance, car des efforts considérables sont déployés pour remettre en question les mégaprojets sur les territoires locaux, y compris ceux réalisés au nom de programmes prétendument bénéfiques, tels que l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris.<sup>10</sup>

Les pays riches poursuivent leur quête d'une croissance économique exponentielle en arguant qu'il est possible de dissocier ou de découpler les économies de carbone de la croissance économique. Cependant, les partisans de la décroissance ont réfuté cette idée dans de nombreuses études.<sup>11</sup> Il n'est pas possible de « verdifier l'économie » tout en maintenant la logique actuelle. L'« écoligisation »<sup>12</sup> est un écran de fumée utilisé pour perpétuer la même dynamique économique prédatrice et extractive au profit des élites. Les appels aux « économies vertes » ont été dénoncés par les décroissants comme étant de simples aspirations et des retards discursifs qui ont des conséquences criminelles dans le monde entier.

## DÉCROISSANCE DES SECTEURS NOCIFS DANS LE NORD ET LE SUD

Les partisans de la décroissance proposent un paradigme qui soutient la transformation accélérée des pratiques nuisibles dans nos systèmes économiques actuels. La décroissance est fondamentalement anticapitaliste : elle repose sur une analyse des mesures urgentes nécessaires pour sortir du système capitaliste et sur la manière de réaliser cette transition. Par conséquent, l'accent mis sur la décroissance de secteurs spécifiques pour promouvoir la planification économique du développement d'autres secteurs fait partie de la planification rationnelle que les décroissants proposent pour une transformation rapide de la dynamique économique, en gardant à l'esprit les limites planétaires.<sup>13</sup> Comme l'écrit Matthias Schmelzer :

- 7 « [Millionaires will burn through two-thirds of the world's carbon budget by 2050, scientists warn](#) » (« Les milliardaires vont brûler les deux tiers du budget carbone de la planète d'ici à 2050, avertissent les scientifiques. »), par Charlotte Elton, dans Euronews.green, publié le 22 mars 2023.
- 8 Zografos, Christos et Robbins, Paul, « Green Sacrifice Zones, or Why a Green New Deal Cannot Ignore the Cost Shifts of Just Transitions » (« Les zones de sacrifice vertes, ou pourquoi un nouveau pacte vert ne peut ignorer les changements de coûts des transitions justes »), *One earth*, 2020, v. 3, n° 5, p. 543-546.
- 9 Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racismes, de discriminations raciales, de xénophobies et de l'intolérance qui y est associée, E. Tendayi Achiume, sur « [Crise écologique, justice climatique et justice raciale](#) », 25 octobre 2022.
- 10 Hickel, Jason, « [The contradiction of the sustainable development goals: Growth versus ecology on a finite planet](#) » (« La contradiction des objectifs de développement durable : Croissance contre écologie sur une planète finie »), *Sustainable Development*, 2019; 27: 873-884. Comme nous le verrons plus loin, dans un rapport du rapporteur des Nations unies sur les droits de l'homme, il existe des preuves que l'action climatique menée dans le cadre de l'Accord de Paris génère des « zones de sacrifice racial ».
- 11 Parrique, Timothée, « [Decoupling](#) » (« Découplage »), dans « Uneven Earth. Where the ecological meets the political » (« Une terre inégalitaire. Quand l'écologique rencontre le politique »), 29 juin 2020 ; voir aussi, « [Decoupling is dead! Long live degrowth!](#) » (« Le découplage est mort ! Vive la décroissance ! »), dans Degrowth, 10 juillet 2019.
- 12 Hickel et Kallis, « [Is Green Growth Possible?](#) » (« La croissance verte est-elle possible? »), dans *New Political Economy*, volume 25, 2020, numéro 4, p. 469-486 | Publié en ligne le 17 avril 2019.
- 13 Schmelzer et Hofferberth, Elena, « Democratic Planning for Degrowth » (« Une planification démocratique pour la décroissance »), op. cit.

« [L]’industrie de l’armement et l’armée, la publicité, le lobbying, l’obsolescence programmée, la mode éphémère, la sécurité des frontières et de larges pans du secteur financier devront être revus à la baisse. Il en va de même pour toute activité économique qui ne peut être restructurée sur le plan socioécologique, comme une grande partie du transport individuel motorisé (surtout en ville), du transport aérien et du commerce mondialisé, ainsi que de l’agriculture et de l’élevage industriels. »<sup>14</sup>

Le désinvestissement des industries des combustibles fossiles est au cœur des propositions de la décroissance, et les militants de la décroissance soutiennent activement la mise en œuvre d’un traité de non-prolifération des combustibles fossiles reposant sur une sortie progressive et équitable, en tenant compte des responsabilités historiques.<sup>15</sup> Cette planification prend en considération les droits des travailleurs, en appelant à une transition juste et équitable avec une égalité entre hommes et femmes. Il est intéressant de noter que les décroissants mettent l’accent sur les politiques qui peuvent contribuer à accélérer cette transition, en particulier celles qui « pour mettre en œuvre la sortie progressive et la réduction d’échelle incluent des plafonnements sur l’utilisation des ressources, des moratoires, une réforme fiscale écologique, voire des expropriations, et elles devront aboutir à des processus de désaccumulation »,<sup>16</sup> tout en tenant compte des dynamiques macroéconomiques.

Pour mettre rapidement en place ces mesures, les décroissants se concentrent sur les réformes monétaires et financières à l’échelle mondiale et nationale. S’ils reconnaissent que des investissements et des désinvestissements sélectifs seront nécessaires, ils se sont efforcés de discuter de la coordination monétaire et fiscale, notamment en suggérant la création de monnaie souveraine (conformément aux principes de la théorie monétaire moderne<sup>17</sup>). Il est également évident que le désengagement de certains secteurs est directement lié aux efforts visant à réduire la concentration des richesses et des monopoles.

Le désinvestissement sélectif sera utile pour passer à des investissements ciblés permettant de promouvoir des conditions de vie matérielles décentes pour l’ensemble de la population mondiale, tout en respectant les limites planétaires, en se focalisant notamment sur des éléments clés tels que l’alimentation, le logement, l’eau et l’assainissement, les vêtements, l’éducation, les soins de santé, la mobilité, les communications, l’utilisation du temps et le travail décent.

La proposition de décroître certains secteurs pour en investir d’autres suggère une réforme radicale ayant un impact non seulement sur la vie quotidienne à l’échelle planétaire, mais également sur les dynamiques commerciales, fiscales et financières. La transformation de la vie quotidienne doit s’accompagner de socles de protection universelle, de garanties d’emploi, d’une réduction du temps de travail afin de soutenir la diminution de la consommation d’énergie et des ressources matérielles, ainsi que d’une redistribution du travail en accord avec une transition juste et équitable. Cet aspect intéresse bien sûr les féministes en raison de son intersection évidente avec la division sexuelle du travail et la dimension du travail domestique et des soins non rémunérés, ainsi que de l’impact des politiques d’utilisation du temps.<sup>18</sup>

---

<sup>14</sup> Ibid. [notre traduction]

<sup>15</sup> Voir : <https://fossilfuelstreaty.org/>

<sup>16</sup> Schmelzer et Hofferberth, Elena, « Democratic Planning for Degrowth » (« Une planification démocratique pour la décroissance »), op. cit. [notre traduction]

<sup>17</sup> Boait, Fran, et Graham Hodgson, « [Escaping Growth Dependency: Why reforming money will reduce the need to pursue economic growth at any cost to the environment](#) » (« Échapper à la dépendance à la croissance : Pourquoi la réforme de la monnaie réduira la nécessité de poursuivre la croissance économique à n’importe quel prix pour l’environnement. »), Positive Money, 2018.

<sup>18</sup> Pour en savoir plus à ce sujet, voir : Picchio, Antonella, 2015, « Économie féministe », dans *Décroissance : Vocabulaire pour une nouvelle ère*, édité par Giacomo D’Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis, 208-11. New York : Routledge. Voir également le premier article de cette série, intitulé *Qu’est-ce que la décroissance ?*, qui présente les principaux paramètres de cette analyse.

# LA DÉCROISSANCE POUR LES RICHES DU NORD ET DU SUD

La concentration des richesses va de pair avec la quête permanente de profit inhérente au paradigme de la croissance économique exponentielle. Le profit représente l'objectif ultime des acteurs économiques néolibéraux, et dans cette quête, la vie et la santé de la planète sont sacrifiées.<sup>19</sup> Le rapport d'Oxfam comparant ceux qui concentrent la majeure partie des richesses mondiales au reste de la population révèle des disparités stupéfiantes.<sup>20</sup> Les riches maintiennent un contrôle monopolistique sur les grandes dynamiques d'échange et d'extraction, profitant d'une architecture économique et juridique mondiale injuste. Les firmes multinationales et le secteur financier, en particulier les gestionnaires d'actifs, accumulent du capital en réalisant des mégaprojets associés à des pratiques extractives et exploitantes.

Les gouvernements des pays du Nord forment une alliance avec les 1% les plus riches de la population qui accaparent la plupart des richesses produites dans le monde, et la dynamique coloniale s'étend dans le monde entier comme la cause fondamentale du comportement prédateur des acteurs riches, facilitant l'extraction et l'exploitation des pays du Sud par le biais de la captation des élites. C'est pourquoi promouvoir la décroissance uniquement dans le Nord global ne suffit pas. Il est également fondamental de cibler la reproduction des dynamiques économiques qui génèrent la concentration de richesse dans le Sud et causent des dommages irréversibles pour des populations et des écosystèmes entiers.

Cette proposition de décroissance destinée spécifiquement aux riches est étroitement liée à leurs pratiques et, par conséquent, de nombreuses propositions visent à réduire leurs impacts à travers des efforts sectoriels. Cependant, il existe également des mesures directes qui peuvent être encouragées, telles qu'une baisse de la production de produits de luxe, comme les jets privés, les yachts, les véhicules de luxe, les croisières, les grandes demeures, et de la production de biens positionnels. C'est dans ce contexte que doivent être mises en œuvre les propositions de justice fiscale, de justice commerciale, de justice en matière de ressources, ainsi que d'autres luttes mondiales, comme le souligne le troisième article de cette série.

Dans le cadre de la décroissance, il ne suffit pas de taxer les riches. Par exemple, la proposition d'un impôt sur la fortune de 2 % (laissant intact le reste de la fortune des riches), dans le but de fournir suffisamment d'argent pour éradiquer la pauvreté ou pour financer les services publics, est non seulement aberrante, mais aussi complice de la destruction de l'équilibre écologique. La fiscalité n'est pas seulement une question de « collecte d'argent ». La justice fiscale doit s'inscrire dans une stratégie plus large de changement systémique, comprenant de nombreux autres éléments, en reconnaissant que l'existence de multimilliardaires constitue une menace pour la planète. De cette manière, le cadre de la décroissance peut être utile pour analyser l'étendue des impacts de certaines propositions dans le contexte actuel d'urgence planétaire.

---

<sup>19</sup> « En définitive, la crise écologique qui trouve son origine dans la surconsommation des ressources naturelles doit être résolue non seulement en améliorant l'efficacité de nos économies, mais aussi en réduisant la quantité de biens matériels que consomment les 20 % de personnes les plus riches de la planète. » [notre traduction]. Klein, Naomi, *On Fire : The Burning Case for a Green New Deal* (« Plan B pour la planète : Le New Deal vert »), Penguin, 2029, p. 100. [notre traduction]

<sup>20</sup> « Les 1 % les plus riches ont accaparé près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses créées depuis 2020, d'une valeur de 42 000 milliards de dollars, soit presque deux fois plus d'argent que les 99 % les plus pauvres de la population mondiale », [Oxfam](#), 16 janvier 2023.

C'est également dans le cadre du programme de réduction de la concentration des richesses que se déroulent les principaux combats contre le fondamentalisme. Les 1 % les plus riches de la population entretiennent des alliances étroites avec des acteurs politiques, culturels, militaires et religieux qui soutiennent toutes sortes de fondamentalismes, entravant ainsi les efforts des collectivités et des individus pour promouvoir l'action organisée, les modes de vie alternatifs, les droits humains, une vie digne et libre, ainsi que l'égalité des sexes. Dans ces contextes, le maintien de l'intégrité écologique est souvent reléguée au second plan.

## UNE APPROCHE LOCALE PLUTÔT QUE MONDIALE POUR LES PAYS DU NORD

L'analyse approfondie et sophistiquée des décroissants semble conduire à un programme d'action très clair pour transformer le système économique. Comme mentionné dans le premier article de cette série, certaines tendances au sein de la communauté de la décroissance suggèrent que la proposition du mouvement en ce qui concerne le Nord global implique un retour à des économies de petite envergure, à une production et une consommation locales, ainsi qu'une participation démocratique aux efforts collectifs à petite échelle. Dans les pays du Nord, de nombreux collectifs s'organisent pour intervenir localement dans des initiatives en faveur de logements de petite taille ou abordables, de communautés autonomes sur le plan énergétique, de territoires dont la production est destinée à l'autoconsommation, ainsi que dans d'autres projets collectifs.

Les communautés les plus touchées par les pratiques écocides méritent de concentrer leurs efforts sur leur propre survie et bien-être ; ainsi, les communautés racialisées, les migrants et autres groupes marginalisés du Nord global, qui subissent les effets de ces mesures prédatrices, bénéficieront grandement de ces pratiques et de cette organisation collective. Cependant, quand on se place dans une perspective macro, il apparaît indispensable d'exiger des citoyens du Nord qu'ils prennent conscience de la responsabilité majeure qui leur incombe et de la nécessité pour eux d'adopter une vision systémique du problème planétaire dans son ensemble, en tenant compte de l'extraterritorialité et des dynamiques extraterritoriales, impériales et coloniales. Il est urgent de promouvoir une transformation radicale de l'intérieur, ce qui implique de se confronter aux décisions qui ont un impact sur d'autres pays, en particulier dans le Sud.

Il ne suffit pas que les décroissants des pays riches se concentrent uniquement sur les avantages locaux et le confort, ou sur des politiques locales qui bénéficient à leur population. L'ampleur de l'impact des pays riches est telle que tout programme qui génère (ou a généré) un avantage sur leur territoire est susceptible d'avoir un impact extraterritorial négatif quelque part dans le Sud. Lorsque les décroissants se replient sur eux-mêmes pour tenter d'assurer leur seul bien-être, ils risquent de donner naissance à un nouveau type de « conservateurs de gauche », qui ne s'intéressent qu'à leur situation alors que le reste du monde est confronté aux effets des structures de pouvoir qui ne sont pas touchées lorsque les efforts locaux ne sont pas liés à des mouvements plus larges de solidarité mondiale. Les efforts de ralentissement dans le Nord doivent s'accompagner d'initiatives visant à démanteler les dynamiques coloniales et impériales qui maintiennent une emprise sur le Sud, et à éradiquer leurs effets.

L'architecture financière mondiale est conçue pour reproduire des dynamiques de pouvoir injustes qui profitent aux pays riches. C'est pourquoi les décroissants du Nord doivent s'aligner sur les revendications d'ordre macroéconomique et mondiale visant des réformes structurelles pour la justice mondiale. Dans cette veine, une

tradition critique de la décroissance propose de « transformer les institutions existantes par des réformes radicales qui créent des indépendances vis-à-vis de la croissance et améliorent la durabilité et la justice... [et] qui repoussent continuellement les forces du marché concurrentiel et les États hiérarchiques, pour finalement transformer les institutions mondiales ». <sup>21</sup> C'est cette tradition de la décroissance que nous considérons comme structurelle et pertinente pour un cadre de justice mondiale (comme développé plus en détail dans le troisième article de cette série).

## LE RÔLE DES CITOYENS DU NORD GLOBAL (ET PAS SEULEMENT DES GOUVERNEMENTS)

En général, lorsque nous parlons des pays du Nord global, nous faisons référence à leurs gouvernements. Mais en matière de justice mondiale, il est impératif de s'interroger sur le rôle des citoyens du Nord global qui acceptent passivement les mesures imposées à l'échelle mondiale par leurs gouvernements et qui en profitent, ainsi que sur l'exploitation des ressources et des économies du Sud global. Par exemple, les services publics, largement reconnus comme essentiels pour relever les défis économiques, sociaux et écologiques, sont fournis dans les pays du Nord global en saignant à blanc les territoires du Sud. D'autre part, les infrastructures et les transports publics dans le Nord sont construits à partir de ressources et de matériaux extraits dans le Sud. Alors que le Nord débat de la transition énergétique, de nombreux territoires du Sud global n'ont même pas accès à l'électricité, bien qu'ils fournissent soit les combustibles fossiles, soit les minerais rares destinés aux énergies renouvelables.

Le moins que les citoyens du Nord puissent faire serait donc d'appeler à des processus radicaux de décroissance de leurs économies, en tenant leurs décideurs pour responsables des impacts sur le Sud, et en soutenant les réparations et un changement total des systèmes. Pourtant, la plupart des revendications de la société civile du Nord se limitent à la réduction des inégalités sur leur propre territoire (sans aucune évaluation des impacts extraterritoriaux de leur mode de vie) ou à des mesures libérales visant à abandonner les combustibles fossiles, tandis que le Sud se sera complètement épuisé pour fournir, par le biais d'accords commerciaux injustes, tous les produits de base nécessaires à cette transition. Si le Sud est pris en compte, c'est en général à travers le prisme du sauveur blanc et des dynamiques impériales, coloniales et racistes.

En outre, la force de la tradition de la décroissance réside dans l'importance qu'elle accorde aux pratiques démocratiques qui vont au-delà de la simple logique électorale. En critiquant sévèrement l'individualisme capitaliste, les propositions de décroissance s'appuient sur une analyse de la démocratie englobant de nombreux aspects de la vie sociale. Dans un contexte de montée rapide de l'extrémisme de droite et du fascisme, la décroissance dans le Nord global pourrait aussi introduire de nouvelles pratiques susceptibles de contrecarrer les moyens habituels par lesquels les idéologies fascistes s'ancrent dans l'imaginaire des sociétés.

La plupart des espaces de décision liés à l'architecture financière mondiale sont situés dans les pays du Nord global et servent les intérêts de leur hégémonie et de leurs élites. Les décideurs et représentants du Nord qui agissent au nom de leurs citoyens lors des grandes négociations internationales imposent des mesures

---

<sup>21</sup> Schmelzer, Matthias et Hofferberth, Elena, « Democratic Planning for Degrowth » (« Planification démocratique pour la décroissance »), Monthly Review, un magazine socialiste indépendant, 1er juillet 2023 [notre traduction]. Dernière consultation le 23 août 2023, sur la page : <https://monthlyreview.org/2023/07/01/democratic-planning-for-degrowth/>

abjectes et criminelles aux pays plus petits et plus pauvres. C'est pourquoi les citoyens des pays du Nord ont la responsabilité de s'impliquer davantage dans la dynamique mondiale pour demander des comptes à leurs gouvernements et à leurs représentants.

## DÉCROISSANCE POUR LE NORD, POST-EXTRACTIVISME POUR LE SUD

Le cadre de la décroissance des bases du système économique s'adresse essentiellement au Nord, aux secteurs nuisibles et aux acteurs riches, et non, en principe, aux territoires du Sud global. La décroissance peut être utile pour alerter le Sud global sur la nécessité de sortir du paradigme de la croissance, tout en prenant en compte ses propres réalités et contextes.

La colonisation et l'impérialisme ont répandu les pratiques économiques occidentales aux quatre coins du monde, en imposant des dynamiques injustes. Les dommages causés aux territoires du Sud global sont peut-être irréparables, mais il est impératif d'encourager la mise en œuvre de réparations et de restitutions rapides, et d'amorcer une transition pour s'éloigner des pratiques habituelles. C'est là que des cosmovisions telles que le Buen Vivir ou l'Ubuntu jouent un rôle essentiel, car elles prônent des économies réelles qui privilégient le bien-être des personnes et de la planète, plutôt que la circulation des flux financiers et des matériaux. Ces cadres soutiennent des processus complexes de souveraineté alimentaire, de santé globale, une vision non anthropocentrique de la vie et une compréhension plus large de l'appartenance à l'équilibre écologique.

Mais le Sud global doit également relever le défi des agglomérations humaines plus vastes, qui font face à leurs propres complexités en termes de dynamiques d'extraction, de surconsommation et de production, ainsi qu'à la génération d'inégalités internes. En outre, toutes les communautés et tous les collectifs ne seront pas en mesure de passer à des cadres idéaux, et des défis concrets attendent les territoires du Sud, qui sont la proie des industries extractives et exploitantes. C'est pourquoi une transition planifiée vers un stade post-extractiviste<sup>22</sup> est indispensable pour obtenir la souveraineté dans tous les domaines de la vie : énergie, ressources, alimentation, santé, éducation, industrie, monnaie, technologie, etc. Cet article n'a pas pour but d'explorer une vision post-extractiviste pour le Sud mondial, mais il s'agit d'une voie parallèle pour le Sud mondial aux propositions de décroissance pour le Nord mondial et à celles concernant les secteurs nuisibles et la concentration de la richesse. Notre propos se limite donc à mettre en évidence certains éléments à articuler dans un programme de justice globale, ainsi que quelques points d'entrée pour poursuivre la réflexion sur les dynamiques post-extractives

Le droit au développement et les principes des responsabilités communes, mais différenciées (PRCMD) et de l'équité sont au cœur de la distinction entre les mesures à mettre en œuvre dans le Nord et celles dans le Sud. Cependant, la spécificité des processus de sortie d'une logique extractive nécessite de déployer des efforts particuliers tant à l'échelle locale, que nationale, régionale et interrégionale. Pour y parvenir, le Sud doit

---

<sup>22</sup> Voir par exemple : Acosta, Alberto : « Post-extractivism : From Discourse to Practice—Reflections for Action » (« Le post-extractivisme : Du discours à la pratique - Réflexions pour l'action »), dans *International Development Policy*, 2017 ; voir aussi : Brand, Ulrich, Boos, Tobias, et Brad, Alina, « Degrowth and post-extractivism: two debates with suggestions for the inclusive development framework » (« Décroissance et post-extractivisme : deux débats avec des suggestions pour le cadre de développement inclusif »), *Current opinion in Environmental Sustainability*, volume 24, février 2017, p. 36-41.



absolument se détacher des dynamiques impériales et coloniales imposées par le Nord, en termes de logiques économiques, financières et commerciales.

En particulier dans les pays du Sud où de nombreuses populations n'ont toujours pas accès à l'eau et à l'assainissement, à l'électricité, à des transports décents, à un logement, etc., il est crucial de promouvoir une planification rationnelle des ressources matérielles générées dans ces territoires et de centrer les efforts sur la fourniture de services publics de qualité, accessibles et adaptés pour tous. C'est dans ce contexte qu'une approche de partage équitable est essentielle, car les exigences ne peuvent pas être les mêmes pour le Nord global et pour le Sud global.

Ce rêve d'un Sud global post-extractiviste est centré sur la souveraineté, l'autosuffisance et l'autonomie, tandis que la coopération Sud-Sud s'inscrit dans une logique de solidarité radicale, dans une optique féministe anti-impériale, anticoloniale et antiraciste.

Cette série d'introduction en trois parties s'inscrit dans le contexte de l'engagement des mouvements féministes fédérés au sein du Nexus action féministe pour la justice économique et climatique (« Nexus action »). Leur objectif est de développer davantage de ressources et de contenus destinés à l'éducation populaire et à la défense des droits, afin de promouvoir un programme féministe global. Ce programme féministe n'est pas une initiative distincte ou nouvelle, il est articulé de manière intentionnelle et s'appuie sur le travail des mouvements féministes depuis des générations. Notre Plan d'action 2021 pour une justice économique féministe, pièce maîtresse du Nexus d'action, reconnaît que nos actions renforcent et réaffirment mutuellement les programmes féministes de plus de cinq décennies et qu'il met en relation les mouvements, y compris, mais sans s'y limiter, la justice commerciale, la justice en matière de dette et une vision féministe décoloniale d'une arène économique et climatique équitable et respectueuse de l'égalité entre les sexes. Vous trouverez d'autres ressources ainsi que le résumé des sept exigences clés de notre travail sur la [page web](#) du Nexus action.